

Privatiser la Poste ? Il faut être timbré !

Le changement de statut de « La poste », d'établissement public en société anonyme ouvre la voie à sa privatisation.

C'est tout simplement inacceptable ! Le service public postal remplit des missions indispensables en matière d'aménagement du territoire, de lien social. Il doit être présent dans toute la ruralité, dans toutes les villes, dans les grands quartiers populaires.

Comme la Sécu, l'énergie, les transports, l'école... la Poste est un bien commun. Nul n'a le droit de nous le voler.

La privatisation de la Poste, ce sont des dizaines de milliers de bureaux de postes supprimés, des dizaines de milliers d'emplois sacrifiés.

C'est un management de commandos qui conduit à des suicides, à des arrêts maladies, à des dépressions massives comme à France Télécom. Ce sont des êtres humains que l'on brise.

Mais, tout aussi grave est la conséquence désastreuse pour les populations, les territoires. Les expériences menées en Europe le démontrent.

Dégradation de l'accueil, dégradation considérable du service de distribution du courrier, inégalité accrue entre ville et campagne, entre régions !

Gouvernement et direction invoquent une directive européenne pour justifier cette agression contre le service public postal. C'est un mensonge et un mensonge d'Etat est une atteinte à la dignité de la République. Nous sommes certes dans la logique de cette concurrence libre et non faussée imposée par le traité de Lisbonne, mais en aucun cas, l'Union Européenne n'impose de modifier le statut de l'opérateur, ni sa privatisation.

C'est pourquoi, nous soutenons la grève et les manifestations annoncées pour le 22 septembre. Mais, nous ne devons pas déléguer notre colère aux seuls postiers. C'est à tous les citoyens de décider quel service public ils veulent.

La votation référendaire du 3 octobre n'est pas seulement une initiative de soutien aux postiers, c'est aussi un acte citoyen de résistance.

Afin de favoriser et d'aider à ce qu'il en soit ainsi, notre parti est engagé dans le collectif national et dans les collectifs locaux mis en place. Il entend contribuer de façon originale à un environnement de mobilisation et de combativité.

campagne d'affichage : Privatiser la Poste « faut être timbré »

édition d'un timbre (à coller près du timbre légal sur chaque lettre envoyée) et d'un auto collant reprenant ce slogan.

Distribution massive de tracts explicatifs.

Nous ne nous laisserons pas voler notre service public postal  
Toutes et tous aux urnes le 3 octobre.

André Perez, section de Millau du PCF.